

CONV 605/03

CONTRIB 272

FÖLJENOT

| | |
|---------|---|
| från: | Sekretariatet |
| till: | Konventet |
| Ärende: | Bidrag från Elena Paciotti, suppleant i konventet: – "Synpunkter på textutkastet till artiklarna 24 och 25 i det konstitutionella fördraget" |

Konventets generalsekreterare har mottagit åtföljande bidrag från Elena Paciotti, suppleant i konventet.

**Contribution de Mme Elena Paciotti, suppléante,
à la Convention sur le Future de l'Europe**

**Observations concernant le projet de texte des articles 24 et 25
du Traité constitutionnel**

Les lois sont des actes adoptés par le Parlement.

Dans un état de droit, la loi a acquis une position constitutionnelle spécifique: elle est le produit des choix politiques relevant de l'organe représentatif de la volonté populaire. L'état de droit se fonde sur le principe de légalité non parce que la loi est en abstrait une source de dignité supérieure aux autres, mais parce que la loi émane des organes représentatifs (les Parlements) et parce que le mécanisme représentatif est ce qui permet aux électeurs de faire entendre leurs voix dans les choix des organes détenteurs des pouvoirs publics. Donc, on devrait parler de lois européennes seulement en référence aux actes adoptés par le Parlement européen.

Contrairement à ces principes, l'art. 25, comme il a été proposé par le Praesidium, prévoit, au 2^e alinéa, que dans certains cas - qui seront spécifiés dans la deuxième partie de la Constitution - "les lois et les lois-cadres européennes sont adoptées par le Conseil".

Afin de respecter le principe démocratique, cette prévision devrait être supprimée, comme j'ai demandé dans un amendement déposé avec d'autres collègues.

Au cas où en souhaitait maintenir un pouvoir du Conseil d'adopter des dispositions législatives dans des cas particuliers, il faudrait, au moins, prévoir une ratification successive par le Parlement et réguler les effets découlant de l'absence d'une approbation parlementaire.

Finalement, au cas où aucune de ces propositions ne serait pas adopté et donc le "déficit démocratique" de l'Union ne serait pas rempli, il serait alors nécessaire - aussi afin de ne pas tromper les citoyens - de ne pas nommer de "lois" les décisions, ayant caractère normatif, adoptées seulement par le Conseil.

Dans ce cas, on devrait prévoir une autre catégorie d'actes normatifs (résolutions, décisions-cadres et similaires) à définir à l'article 24 et à régler à l'article 25.